Le travail des Comité(s) et Commission(s) d'agriculture des Assemblées révolutionnaires : une approche par la politique de l'animal domestique (1789-1795)

Malik Mellah

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3345>

DOI : 10.4000/lrf.3345

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Malik Mellah, « Le travail des Comité(s) et Commission(s) d'agriculture des Assemblées révolutionnaires : une approche par la politique de l'animal domestique (1789-1795) », *La Révolution française* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 24 février 2020, consulté le 20 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3345> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.3345>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2020.

© La Révolution française

Le travail des Comité(s) et Commission(s) d'agriculture des Assemblées révolutionnaires : une approche par la politique de l'animal domestique (1789-1795)

Malik Mellah

- 1 En partant de la compréhension des dynamiques affectant le champ des institutions liées aux animaux domestiques et en particulier des Écoles vétérinaires et de quelques troupeaux que la République s'est employée à mobiliser, il semble possible de reconsidérer certaines des transformations institutionnelles qui ont marqué la période révolutionnaire jusqu'à la Première République. Pour asseoir ces établissements savants dans leur environnement scientifique, politique et culture il est en effet nécessaire de passer par l'étude du fonctionnement des institutions politiques, législatives et exécutives, créées à partir de 1789. En empruntant cette voie, se dessine alors nettement l'idée qu'une véritable pensée républicaine des transformations à la fois de l'élevage et de l'agriculture doit être aussi rapportée à la manière de concevoir et d'exécuter la loi, particulièrement à partir de l'entrée en République.
- 2 À partir de l'an II, se met en place une véritable action cohérente, profonde et continue, qui vise à remettre en marche le progrès agricole, à transformer la société et à consolider l'ordre social pour mieux asseoir l'ordre politique - ce qui ne va pas sans limites ou restrictions, à commencer par les obstacles financiers et les résistances des agriculteurs eux-mêmes¹. Cette action de la République doit se concevoir en rapport avec la proposition d'une économie des savoirs agronomiques et d'une véritable économie politique qui est ce que l'on appelle alors l'économie rurale républicaine, dont James Livesey et Pierre Serna ont récemment tracé les contours².
- 3 C'est au cœur de cette action de fondation d'une nouvelle économie politique que se situe la question des animaux utiles. On peut parler d'une accentuation de la centralité

des animaux non seulement dans la pensée agronomique, mais aussi dans une politique envisagée au sens large. La République s'empare en effet comme jamais de l'ensemble de ses bêtes de somme, bêtes à laine ou à cornes : pour s'en nourrir, s'en vêtir, mais aussi certainement pour enclencher un processus de transformation profonde. Sans en souligner toute la cohérence, l'historiographie offre déjà quelques vues. Ainsi, on connaît grâce à Octave Festy le travail important de recensement des « animaux ruraux » entrepris par les administrations en l'an III³ ; Daniel Roche a, pour sa part, étudié la question cardinale des « chevaux de la République⁴ » et Boris Cattan a déjà bien entamé un travail de recherche sur la politique du cheval de la Convention⁵. Il faut compléter ce tableau par l'étude des moutons, bœufs ou bufflons⁶, vers à soie et même abeilles que la République a voulu mobiliser ou transformer. Pour chacune de ces initiatives affleurent les interactions complexes et mouvantes des comités et commissions de la République naissante, des interactions qui soulignent le contenu politique et programmatique de l'activité et du volontarisme dont ces animaux utiles font l'objet.

- 4 Dans la séquence 1794-1795, milieux savants et politiques discutent, souvent ensemble, des animaux ; les administrations et les techniciens les comptent, et, surtout, cherchent à les améliorer, à les faire circuler, à les multiplier et à les régénérer. D'où la mise en œuvre de leviers d'action nombreux qui vont au-delà des traditionnels encouragements et récompenses : il peut s'agir des réquisitions ou des transferts d'animaux ; de l'utilisation des domaines tels que Rambouillet ou Sceaux où on se livre à des expérimentations ou à des dépôts d'animaux vivants ou morts ; ou encore de la mise à disposition des animaux que la République a récupérés ou qui ont été confisqués aux émigrés⁷. On a recours aussi à l'édition agronomique, à des projets d'instruction publique et à des écoles pour former des praticiens tandis que la République emploie à son service nombre de savants et de techniciens. Il ne s'agit pas ou plus simplement d'administrer des institutions dont la République aurait hérité. Il ne s'agit rien moins que de gouverner le vivant à partir d'un dispositif institutionnel inédit centré sur les comités de l'Assemblée (en particulier le Comité d'agriculture), doublés, à partir de l'an II, par des commissions exécutives *ad hoc*. Rares sont pourtant les études consacrées spécifiquement aux différents comités d'agriculture des assemblées révolutionnaires. C'est ce que remarquait, en 1876, Jean-Jacques Guiffrey, alors que la parution des *Procès-verbaux* par Fernand Gerbaux et Charles Schmidt ne débute qu'en 1906⁸. En étudiant la genèse et les avatars de ce dispositif institutionnel, il faut considérer cet ensemble comme le fruit d'une dialectique entre le pouvoir de vouloir et le pouvoir d'agir, laquelle a pleinement participé de l'émergence d'une fonction gouvernementale appliquée à ce champ.
- 5 Pour ce faire, cet article propose d'abord une étude chronologique des dynamiques qui conduisent au dispositif permettant l'affirmation de l'économie rurale républicaine à partir de l'an II. Un second temps revient ensuite sur le moment particulier qui voit une coproduction entre les Comités de la Convention et les Commissions exécutives. Dans les deux cas, l'étude s'appuie sur l'examen des politiques et des institutions savantes ou techniques liés à l'élevage et au domaine vétérinaire⁹.

Sous la Constituante (1789-1791) : un premier Comité d'agriculture éloigné des préoccupations vétérinaires

- 6 En partant de l'étude des Écoles vétérinaires, on constate, à partir de 1789, des transformations profondes dans la façon dont s'opère la tutelle des institutions scientifiques et dont le pouvoir est distribué. La gestion et l'avenir des Écoles vétérinaires appartiennent, sans ligne spécifique, à un nouveau dispositif tripartite scindé entre les bureaux de l'intendant des Finances, les divers comités de l'Assemblée constituante et la Société royale d'agriculture.
- 7 Le changement d'environnement institutionnel tient, en premier lieu, à l'importance grandissante pour les écoles vétérinaires du pouvoir législatif qui devient, avec ses comités, à la fois une autorité et une tribune¹⁰. En septembre 1789, un Comité d'agriculture et de commerce est institué¹¹. Chargé de centraliser la correspondance relative à toutes les questions agricoles, industrielles et commerciales, il est composé d'un délégué par généralité. Naturellement, c'est vers ce Comité que convergent les demandes et les mémoires qui ont rapport avec le domaine vétérinaire. Les 35 membres de ce comité sont un temps répartis (du 25 septembre 1789 au 8 janvier 1790) entre deux sections : 16 membres se consacrent spécialement à l'agriculture et 19 au commerce et aux manufactures. Cette division, qui ne respecte ni la lettre, ni l'esprit du décret du 2 septembre 1789 à l'origine de la création de ce Comité, ne garantit pas une approche plus agronomique. Dans les deux volets de l'activité du Comité d'agriculture - l'examen des mémoires ou pétitions soumis à l'assemblée ou le travail plus « programmatique¹² », il n'y a pas de véritable place pour les établissements vétérinaires. Entre juin 1789 et septembre 1791, on ne recense ainsi que 13 séances ayant trait à ce domaine. Il faut attendre la 33^e séance, le 22 janvier 1790, pour lire, dans les procès-verbaux, une référence spécifique à ces écoles - et encore s'agit-il d'un échange relatif aux attaques dont ces établissements font l'objet¹³.
- 8 D'autres comités interviennent dans cette période assez compliquée pour les vétérinaires, en particulier le Comité des finances qui a aussi à traiter des corps savants et de l'instruction, ou encore le Comité de constitution créé le 3 juillet 1789, auquel par exemple des médecins destinent des projets de réformes en faveur d'une réorganisation des écoles¹⁴.
- 9 Sous le Contrôle des finances, trois intendants étaient chargés des affaires qui intéressaient l'agriculture, le commerce, les arts utiles et les manufactures¹⁵. Ce sont ces bureaux qui possèdent la tutelle administrative après 1789. C'est donc encore vers eux que les professeurs des écoles vétérinaires se tournent pour les problèmes de fonctionnement, pour l'envoi d'élèves ou pour obtenir des instructions lorsqu'il s'agit de combattre les épizooties. Ce sont ces bureaux qui détiennent donc les ressources documentaires accumulées, lesquelles constituent aujourd'hui la base principale de la masse des documents les plus anciens conservés dans la sous-série F/10 des Archives nationales.
- 10 Quant à la Société d'Agriculture, qui fut très active dans le « gouvernement » de l'agriculture dans les années 1770-1780, elle perçoit dès 1789 le changement politique à l'œuvre comme une véritable opportunité. C'est la raison pour laquelle, très tôt, elle se rapproche du Comité d'Agriculture au point de former, à partir de 1790, ce que Louis Passy considère comme une « alliance cordiale ». La Société utilise et renforce sa

capacité d'interpellation pour être consultée par les Comités d'agriculture et de commerce¹⁶. Elle choisit des correspondants parmi les membres de l'Assemblée tandis que les présidents du Comité d'agriculture assistent aux séances solennelles de la Société. La Société d'agriculture déjà proche du système administratif hérité de l'Ancien Régime prétend ainsi devenir un rouage du « mécanisme de gouvernement de l'Assemblée nationale¹⁷ ». Elle intervient en présentant des mémoires, comme celui que son secrétaire Broussonet dévoile à l'Assemblée sur les moutons mérinos. Les organisations internes du Comité d'Agriculture et de la Société d'Agriculture présentent en effet une cohérence qui rejaillit sur cette collaboration. « L'organisation dans le Comité fut la même dans la Société, en ce sens que le travail se fit par rapport sur chaque communication. Ces communications étaient inscrites sur le registre du Comité et remises à un rapporteur qui concluait au rejet ou à l'adoption¹⁸ ».

- 11 Les trois institutions (Comités, Société et bureaux) sont mises en liaison par l'activité du Comité d'agriculture. On note d'abord un travail de tri de la correspondance avant la lecture des rapports présentés par ses membres sur les affaires qui lui ont été soumises. Pour établir ces rapports et se prononcer sur les sujets qui lui sont renvoyés, le Comité enquête le plus précisément possible : il réclame aux bureaux du Contrôle général tous les documents nécessaires, prend l'avis des autres Comités et n'hésite pas à solliciter la Société d'agriculture ou l'Académie des Sciences. Les compétences respectives de chacun de ces organes sont toutefois bien définies. Il y a un double souci de conciliation et de prudence mais aussi de respect des prérogatives de l'exécutif, d'autant plus nécessaire que les bureaux ne se sentent nullement dans une posture de soumission à l'égard des comités législatifs¹⁹.
- 12 Il n'y a cependant aucune impulsion significative pour les écoles vétérinaires, mais plutôt des interventions disparates qui renvoient à des formes d'atomisation du dispositif savant autour de ces établissements. Du côté des « naturalistes », André Thouin présente ses *Vues sur le jardin royal des plantes et le cabinet d'histoire naturelle* qui appellent à une réorganisation des institutions vétérinaires²⁰. Le Brun en fait le rapport devant le Comité des Finances en septembre 1789, mais le projet n'est discuté à l'Assemblée qu'en janvier 1790. Du côté des maréchaux, Pierre de Delley d'Agier expose quant à lui devant l'Assemblée un projet aux allures de procès à charge, qui n'est donc pas sans arrière-pensée et jalousie²¹. Du côté de l'agriculture, Broussonet présente au Comité de Constitution un mémoire sur les institutions agronomiques en septembre 1790. Enfin, c'est au nom d'une réforme des institutions médicales que Félix Vicq d'Azyr soumet au Comité de Constitution un « Nouveau plan de constitution pour la médecine en France » qui intègre les questions vétérinaires²². Les professeurs d'Alfort ne sont pas en reste : ils présentent à l'Assemblée des « Observations sommaires » sur leur école²³. Toute approche « encyclopédique » liant agronomie, médecine et domaine vétérinaire disparaît au profit de resserrements opportunistes considérant d'abord les intérêts d'un champ particulier ou d'une trajectoire individuelle.
- 13 Les institutions vétérinaires sont ainsi mises en cause ou tiraillées entre diverses influences. Cela est accentué par leur encadrement divisé entre ces trois institutions qui ont chacune leur enracinement et leur logique propres. Dans ce moment 1789-1791, la liaison entre le pouvoir de vouloir et le pouvoir d'agir dans le domaine de l'agronomie et de l'économie rurale est fragilisé : les écoles vétérinaires sont davantage associées aux dépenses, jugées somptuaires, de la décennie 1780 qu'à un véritable projet autour de l'agronomie et de l'élevage²⁴. Il n'est donc pas étonnant que la

postérité vétérinaire n'ait retenu du travail du Comité d'agriculture de l'Assemblée constituante que peu de choses, sinon des incertitudes croissantes quant au maintien des écoles ou au rôle assigné aux vétérinaires²⁵.

De la Législative à la Convention : un paradoxe

- 14 Le passage de la Constituante à la Législative ne contribue pas immédiatement à resserrer la liaison entre les savants de l'agronomie et le milieu « politique ». M. Mauguin note, sans nuance, que « la période qui s'écoule de la création du Ministère de l'Intérieur jusqu'au 10 août 1792 ne présente aucun intérêt du point de vue d'une l'administration de l'agriculture condamnée à l'inaction²⁶ ».
- 15 Les 13 et 14 octobre 1791, la Législative décrète pourtant la création de 20 comités, dont un « comité d'agriculture et des communications intérieures » qui est désormais détaché du « comité de commerce, arts et manufactures ». Le 26 octobre, ses 24 membres sont élus pour trois mois renouvelables par moitié – parmi lesquels sept cultivateurs ou propriétaires et un agronome, ce qui est beaucoup plus que sous l'Assemblée constituante. C'est le Comité qui compte le plus de personnalités liées à notre domaine. Les élections, en particulier à Paris fournissent des savants, souvent illustres, parfois engagés dans l'agronomie. Broussonet, Tenon, Cretté de Palluel ou Rougier-Labergerie sont des membres éminents d'une Société d'agriculture désormais réorganisée.
- 16 La composition de l'Assemblée législative aurait pu contribuer à une dynamique plus marquée. Pourtant, la période ne se signale par aucune impulsion pour les institutions liées à l'élevage ou au champ vétérinaire. Le Comité d'agriculture ne reçoit que 476 mémoires ou pétitions en dix mois lorsqu'il y en avait 2143 sous la Constituante²⁷ et rien ne semble pressant lorsqu'il s'agit des bergeries et des étables. Les matières les plus traitées lors des trois séances hebdomadaires du Comité d'agriculture sont le partage des communaux, la création de canaux de navigation et le commerce des subsistances. Les écoles vétérinaires continuent de vivre dans un provisoire d'autant plus pénalisant qu'aux diminutions budgétaires, s'ajoute l'absence d'un véritable projet d'ensemble qui viendrait aussi bien de l'agriculture que des haras. On traite bien ici ou là de questions ayant trait aux chevaux ou aux moutons, mais c'est toujours sous la forme d'examen de mémoires envoyés par des particuliers et le plus souvent sans conséquence.
- 17 Comment expliquer que des savants que leur parcours ou la postérité lie à l'économie rurale vétérinaire ne profitent pas davantage de leurs positions acquises dans ce Comité²⁸ ? La réponse se situe dans un contexte qui met de côté les questions agronomiques, fragilise certaines de ces personnalités en quête d'un regain d'influence ou les pousse à s'inscrire dans des trajectoires plus personnelles. La Société d'agriculture est désormais divisée par les clivages politiques. Les liaisons savantes et institutionnelles sont défaites. Il n'y a pas d'enrichissement mutuel des fonctions législatives et savantes. Cela se perçoit dans l'attitude passive d'un Broussonet, président du Comité d'agriculture en même temps que secrétaire de la Société d'agriculture. Il faut ainsi se ranger à l'avis de Louis Passy pour qui « les députés à l'Assemblée législative, Broussonet, Rougier la Bergerie, Tenon, restèrent à leur poste jusqu'au moment des élections à la Convention. L'Assemblée était pour eux l'asile le plus sûr ; ils y traînèrent les derniers jours de leur mandat dans l'impuissance de leurs

sentiments et la défaite de leur parti²⁹ ». Enfin, il ne faut pas méconnaître le poids des nécessités les plus immédiates : la mise en culture des terres pour augmenter la production céréalière paraît une priorité autant qu'une injonction. Elle implique alors le recul des approches agronomiques les plus ambitieuses et particulièrement de toutes celles qui visent à étendre les prairies artificielles.

- 18 Peut-être faut-il déjà voir, dans ce peu d'activité, la nature d'une « dépolitisation » qui aurait saisi le Comité d'agriculture de la Législative et qui déborde d'ailleurs sur la Convention. On y trouverait là la source de « l'abandon » noté par le conventionnel Thibaudeau dans ses mémoires : « Les Comités les moins importants de la Convention étaient abandonnés à la foule ; il suffisait d'en choisir un par la simple inscription de son nom pour en être membre. Je choisis donc celui d'agriculture et de commerce ; il n'y en avait pas de moins couru ni de plus innocent³⁰ ». Tout est dit de l'état dans lequel le Comité paraît aux yeux de cet acteur avisé, du moins rétrospectivement.
- 19 Que note-t-on pour les écoles vétérinaires et pour tous les attributs de notre « politique de l'animal domestique » si on envisage dans une forme de continuité le passage du Comité d'agriculture de la Législative au premier Comité de la Convention nationale créé le 1^{er} octobre 1792 ? Aucune des grandes initiatives ne provient des deux Comités d'agriculture successifs.
- 20 Reportons-nous d'abord aux procès-verbaux : lors des 15^e et 18^e séance en décembre 1791, des mémoires portant sur l'état des écoles vétérinaires sont débattus³¹. Le 13 janvier 1792, le Comité discute et prolonge un rapport du Comité des Finances afin de régler la situation d'Alfort et de Lyon, au moins « provisoirement jusqu'à l'organisation définitive des écoles vétérinaires d'Alfort³² ». Lors de la 55^e séance, le 2 juin 1792, il est fait lecture d'un décret de l'Assemblée du 25 mai 1792 qui ordonne l'adjonction du Comité d'agriculture à celui d'Instruction publique pour le travail sur l'organisation des écoles vétérinaires. Broussonet et Damourette sont nommés à cette fin³³. Les initiatives viennent de l'Assemblée, du Comité d'instruction publique ou du Comité des Finances, jamais du Comité d'agriculture.
- 21 Sous la Convention, l'affirmation d'une pensée régénératrice de l'agriculture ou de la nécessité de la prise en compte du soin des animaux « que l'homme a rendus les compagnons de ses travaux pénibles et dont les services sont presque inappréciables » – selon la formule du conventionnel Gabriel Bouquier – ne provient pas non plus du Comité d'agriculture. C'est au nom des Comités d'Aliénation et d'Instruction publique que l'abbé Grégoire soumet, en 1793, un « rapport et projet de décret sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, par l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département³⁴ ». C'est aussi au nom du Comité d'Instruction publique que Gabriel Bouquier présente un « rapport et projet de décret sur le dernier degré d'instruction³⁵ » dans lequel il ne prévoit rien moins que la création de onze nouvelles écoles vétérinaires ainsi que l'entrée dans les premiers degrés d'instruction de l'art d'administrer des secours à « l'humanité souffrante et aux animaux utiles ». Dans le projet de maisons d'économie rurale de Grégoire, on trouve des développements sur les savoirs et techniques liés aux animaux domestiques. Pour lui, les régénérations de l'homme et de l'animal peuvent être envisagées ensemble, toutes deux étant liées au développement économique de la nation républicaine : « les deux causes principales qui abâtardissent les races sont la malpropreté à laquelle on les condamne et la brutalité avec laquelle on les traite. Souvent l'homme, oubliant ses intérêts et l'humanité, devient leur tyran³⁶ ».

- 22 Des projets ambitieux prouvent toutefois que l'animal domestique n'est pas totalement repoussé à l'horizon de l'utopie³⁷. D'autant moins que l'Exécutif s'empare également de la régénération de l'agriculture. Au lendemain du « retour » au portefeuille de l'Intérieur de Jean-Marie Roland, après le 10 août 1792, les services de ce ministère sont réorganisés. Leur rapport avec les savants de l'économie rurale s'en trouve renforcé par suite de l'urgence que pose la question des subsistances mais aussi de la nécessité de construire la République. Naturalistes, agronomes et vétérinaires se trouvent alors mobilisés ou se pensent soutenus par un projet politique. Pour eux comme pour le ministre, l'agriculture doit être l'occupation la plus importante d'un peuple libre. Pour la régénérer, Roland présente un plan reposant sur l'encouragement et, surtout, sur un dispositif administratif et savant : un bureau de six spécialistes chargés de centraliser les correspondances et le savoir, des groupes d'observateurs, une publication agronomique³⁸. Ce projet implique une réorganisation des services du ministère en six divisions dont la troisième comprend les établissements utiles (dont le jardin des plantes) et les beaux-arts ; la quatrième, les travaux publics, les communications, l'agriculture, les dessèchements, les défrichements, les plantations et les irrigations ; quant à la cinquième division, elle est chargée des subsistances, de la circulation des grains mais aussi des écoles vétérinaires.
- 23 Après avoir été réduites par la crise financière de la fin de l'Ancien Régime et maintenues dans une inertie par les premières assemblées révolutionnaires, ces écoles vétérinaires sont alors accablées, conformément aux ambitions inédites du ministre et des naturalistes qui, de leur côté, militent alors en faveur d'un grand établissement d'histoire naturelle débordant sur l'agriculture et l'économie. Que ce soit autour du ministre Roland ou des cercles savants, nombreux sont ceux qui ont conscience de l'importance de reconstituer une chaîne des savoirs associant agronomie et histoire naturelle. La trajectoire d'une publication telle que la *Feuille du Cultivateur* l'indique suffisamment³⁹.
- 24 Pourquoi le Comité d'agriculture est-il alors si peu actif dans les premiers temps de la Convention ? Observer l'origine professionnelle ou sociale des 24 membres qui composent le Comité à partir du 15 octobre 1792 est sans doute une première clé d'explication : il n'y a plus que deux « cultivateurs » pour 13 juges ou administrateurs de départements ou de districts. On a donc pour l'essentiel des individus qui ont une pratique d'administrateurs locaux. Pour autant, le seul cas Grégoire démontre qu'il n'est pas besoin d'être vétérinaire ou agronome pour promouvoir l'économie rurale.
- 25 La seconde explication tient aussi à l'importance d'une autre manière de « raisonner avec les blés⁴⁰ » ou les bêtes, qui se lit dès le premier procès-verbal du nouveau comité et qui dépend largement des circonstances auxquelles le comité se doit de répondre⁴¹. Après avoir élu le président et les secrétaires et classé les objets pour l'ordre des travaux, on y discute pendant quatre heures de deux pétitions relatives aux subsistances présentées avec instance. Chacun des membres, ou presque, s'exprime. C'est suffisamment rare pour être noté : « l'objet de ces pétitions a été pris dans la considération qu'il est du devoir et de l'intention du Comité de mettre à ce qui intéresse essentiellement l'existence des citoyens et le bonheur de la République ». Le résultat tient en deux décisions : porter une adresse « populaire » à la Convention et proposer une nouvelle loi sur les subsistances visant les accapareurs et les agioteurs. Le Comité se fait le porte-parole, non des savants mais du mouvement social face à la vie chère.

Ces élus agissent d'abord sur l'opinion, pour pouvoir la canaliser ensuite dans le sens d'un mode de gestion de la pénurie qui va s'imposer dans la séquence 1792-1794⁴².

- 26 Il y a loin du peu d'activité des Comités d'Agriculture et de la force des convictions de Gabriel Bouquier et, surtout, des projets que Grégoire prolonge dans ses *Nouveaux développements sur l'amélioration de l'agriculture par l'établissement de maisons rurales*⁴³. Il y a loin également de la vigueur affichée par les milieux savants de l'agronomie qui investissent deux fois par semaine les colonnes d'une *Feuille du cultivateur* de plus en plus engagée pour remédier à la passivité des députés rassemblés dans ce Comité⁴⁴. On ne trouve aucune trace d'une volonté manifestée par les membres du Comité d'agriculture de s'emparer de ces projets pour leur donner davantage d'assise ou de profondeur. Ils restent ainsi les spectateurs d'une politique qu'ils n'impulsent pas.
- 27 En regard de la vitalité des discussions, des projets et des réalisations à partir de l'an II, et de la portée de la réflexion menée par Grégoire sur le thème de l'économie rurale, on comprend les jugements peu indulgents formulés au sortir de la « Terreur », vis-à-vis des députés qui peuplent ce Comité avant comme après le 10 août 1792.

Le deuxième Comité d'agriculture de la Convention et la Commission des subsistances : organe de la pensée et bras pour l'action

Le 2 brumaire an II, le Comité de salut public, déjà en possession de la dictature qu'il exerça pendant une année, procéda à un remaniement complet de plusieurs comités. Le Comité d'agriculture s'appela désormais, en raison de ses nouvelles attributions, Comité d'Agriculture, Commerce, Ponts et Chaussées réunis et de Navigation intérieure⁴⁵.

- 28 Un article de la *Décade philosophique*, support et vecteur de la pensée républicaine, met en scène les conditions de la création de ce nouveau système au sein duquel la Commission des subsistances joue un rôle cardinal⁴⁶. On y souligne la nécessité de se libérer des « vieux rouages, matériaux viciés de l'Ancien Régime », et ce, en regard d'un constat tragique : les subsistances et tout ce qui devait pourvoir au besoin du peuple sont demeurés jusqu'ici « entre des mains inertes, perfides ou impuissantes ». Le problème pointé est celui de l'exécution et de l'administration : « il ne suffit pas de sentir, de méditer le bien et de le vouloir ; il faut, avec les organes du sentiment et de la pensée, des bras pour l'action, et la République semblait n'en avoir que pour combattre les tyrans⁴⁷ ».
- 29 L'enjeu de ce changement de nom et, surtout, de l'élargissement des attributions de ce comité reconfiguré n'est pourtant pas clairement établi dans l'historiographie. Celle-ci s'intéresse davantage au Comité de salut public ou à la Commission des subsistances et des approvisionnements, en appréciant ce nouvel organisme comme le centre de gravité du dispositif politique et administratif du gouvernement révolutionnaire, au risque d'oublier le Comité d'agriculture hérité des deux précédentes législatures.
- 30 Comme l'écrit Pierre Caron, « la création de la Commission des subsistances et approvisionnement, au début de l'an II, a été une innovation grave mais qui ne paraît pas avoir surpris les contemporains⁴⁸ ». Pourquoi ? Sans doute parce que les plans de centralisation de l'expertise et de la technique avaient déjà été l'ambition du ministère de l'Intérieur. Sans doute aussi parce que l'heure est alors à l'urgence : les questions de subsistances et d'approvisionnements étaient devenues à ce point impérieuses qu'elles

constituaient des menaces directes pour l'ordre politique et social⁴⁹. Sans doute encore parce que le Comité d'agriculture n'avait alors ni la vocation, ni l'entregent suffisants pour s'imposer comme une force d'impulsion de la nouvelle politique agricole. Toutefois, si le Comité d'agriculture de la Convention n'est pas au cœur de ce nouveau dispositif, il n'en est pas pour autant exclu. Il faut envisager un véritable système impliquant aussi ce nouveau Comité aux fonctions élargies.

- 31 L'œuvre de centralisation économique, qui débute par la création le 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793) de la Commission des subsistances et approvisionnements se poursuit, dès le 7, par la transformation du Comité d'agriculture, tel que défini restrictivement en octobre 1792, en un « Comité d'agriculture, commerce, ponts et chaussées, navigation intérieure réunis ». Loin d'une improvisation ou d'une table rase, il faut lire la pensée en actes d'un nouveau fonctionnement efficace. Comme le note Robert Palmer, le Comité de Salut public « met en œuvre le principe qui animait la loi de la levée en masse : travail, capital et connaissances techniques peuvent désormais être appelés au service de la France⁵⁰ ». Ceci passe donc par une collaboration étroite et inédite entre la nouvelle commission exécutive et ce comité d'agriculture « rénové ».
- 32 L'importance de la Commission des subsistances dans ce dispositif est bien connue grâce aux travaux d'Albert Mathiez et de Pierre Caron⁵¹. Entre le 1^{er} brumaire an II (26 octobre 1793) et le 30 germinal an II (19 avril 1794), elle fonctionne comme un véritable « gouvernement économique de la France », qui fait « office d'un grand ministère » (Henri Sée)⁵². Lui échoient la mise en circulation de la matière, mais, surtout, la nécessité de discipliner les hommes et les choses sous la loi du salut public. « La Commission des subsistances et approvisionnements nés avec le Gouvernement révolutionnaire et pénétrée de son esprit, eut [...] une action rapide et concertée dans les principes⁵³ ». Les attributions de cette commission exécutive sont très larges : elle couvre tous les domaines jusqu'ici dévolus aux administrations de l'Agriculture, du Commerce, des Transports mais aussi des Travaux publics. Son fonctionnement nécessite toutefois des ajustements constants qui passent par des réorganisations et des recrutements nombreux, de techniciens comme de simples employés⁵⁴. En germinal an II, ce sont ainsi plus de 500 personnes qui y sont employées⁵⁵. Cela correspond à une circulation de papiers et de savoirs certainement inédite dans les domaines de l'agriculture et des subsistances.
- 33 La création de la Commission renvoie à un ensemble d'actions face à la pénurie et à la vie chère. Il faut en même temps et rapidement limiter la hausse insupportable du prix des denrées ; remplir les estomacs, les greniers et les espérances ; gérer la répartition de la manière la plus égalitaire ou juste possible ; sortir les activités manufacturières et agricoles du marasme ; établir une juste balance entre les intérêts de l'individu et ceux de la Nation républicaine. Tout cela passe par des mesures à très court terme, comme l'importation de subsistances ou l'exécution des taxations, mais aussi par un projet à plus long terme visant à concilier les nécessités conjoncturelles avec l'intérêt national. L'action de la Commission se traduit par des arrêtés pris directement, ou bien indirectement, par le biais du Comité de salut public mais sur rapport de la Commission. Celle-ci se livre ainsi à tout un travail d'expertise, de soutien ou de limitation des initiatives, qui, de fait, accorde une place de choix aux penseurs et praticiens de l'agronomie, de la botanique ou du domaine vétérinaire. Le professeur de l'École vétérinaire François-Hilaire Gilbert est ainsi adjoint à une section au nom très révélateur puisqu'elle est consacrée « à l'Amélioration ». Cette division rassemble

quelques figures savantes renommées issues de l'ancienne Société d'agriculture : Philippe-Victor Vilmoren, « marchand grainier et cultivateur », membre du comité révolutionnaire de la section du Muséum ; Jacques-Martin Cels, « cultivateur surtout pour les arbres étrangers, rédacteur de l'Annuaire du cultivateur imprimé par ordre de la convention » ; Alexandre-Charles Besson du Haut-Rhin, « sous-inspecteur des mines » ; Antoine-Augustin Parmentier « membre du Conseil de santé » ou encore Jean-Baptiste Dubois (dit de Jancigny), « cultivateur, rédacteur de la Feuille du cultivateur, faisant fonction de secrétaire du conseil ». Ils soumettent les diverses mesures ou projets qui leur sont proposés à l'étendue de leurs connaissances et de leur souci du bien public⁵⁶.

- 34 La Commission entrevoit d'autant plus rapidement l'importance de la science de la conservation et du perfectionnement de l'animal domestique. Elle va établir la liaison avec les milieux agronomiques et vétérinaires savants et élargit les questions de la pénurie et du prix de la viande à la situation agronomique de la France : elle multiplie ainsi les instructions en vue de la conservation et de la multiplication du bétail abordées depuis plusieurs angles (la désinfection des écuries, l'élevage du cochon, etc.). Elle fait aussi distribuer l'*Instruction au berger* de Daubenton. Tout cela rejoint le travail plus profond et continu des savants qui publient dans *La Feuille du cultivateur* des articles mettant l'accent sur l'importance des savoirs liés aux animaux. Un véritable parti se constitue qui fait contrepoids à d'autres approches plus « révolutionnaires », parce que portées sur l'augmentation immédiate des emblavures plutôt que sur la protection des cheptels⁵⁷.
- 35 Preuve de la pertinence de son travail, la Commission des subsistances et approvisionnements, véritable gouvernement des matières alimentaires, n'est pas impliquée dans la dynamique d'amoindrissement de la puissance ministérielle à l'œuvre durant l'hiver de l'an II⁵⁸. L'idée d'une centralisation économique allant de pair avec la centralisation administrative participe ainsi de la mise en œuvre d'un pouvoir d'agir qui, à défaut d'être efficace, serait continu et puissant⁵⁹.
- 36 Le Comité de la Convention s'adapte très rapidement à cette révolution de l'action politique et administrative. Sa reconfiguration en un « Comité d'agriculture, commerce, ponts et chaussées, navigation intérieure réunis », épouse en fait les champs d'action élargis du Comité de salut public et de la Commission des subsistances et des approvisionnements. Cette homologie fonctionnelle n'a sans doute pas suffisamment été soulignée. Il faut y lire une mise en concordance des institutions et un emboîtement complexe des compétences et des temporalités politiques. La centralisation évoquée n'est pas la négation ou l'effacement de la Convention et de ses comités. Le Comité d'agriculture reste bien l'instance en charge de l'élaboration de la loi et, surtout, de son interprétation. Un cas concret illustre cette affirmation. Le 3 ventôse an II (21 février 1794), la Commission des subsistances interroge la Convention et son Comité : à la demande d'administrateurs locaux, elle réclame une interprétation de la loi qui autorise les communes à ajouter les frais de transport au prix des grains. C'est alors le Comité qui tranche : par son pouvoir d'interprétation des textes législatifs, il borne ainsi le travail de la Commission et, indirectement, celui des administrateurs du département⁶⁰.
- 37 Ce Comité contribue aussi à la centralisation par une véritable collaboration qui ne relève pas seulement d'un dessaisissement : ses échanges avec la Commission exécutive sont bilatéraux. Ainsi, la Commission n'hésite pas à rediriger des courriers qui lui sont

adressés, voire à solliciter un travail en commun. Le 22 pluviôse an II (10 février 1794), les membres de la Commission des subsistances se rendent directement dans la salle du Comité pour travailler avec le maire de Paris, dans le cadre d'une séance « employée en discussion sur les moyens de parvenir à la taxe des bestiaux vivants⁶¹ ». À cette occasion, le procès-verbal mentionne, au sein du Comité, une « section d'agriculture », expression bien rare à cette époque. Faut-il comprendre qu'une spécialisation aurait pu se maintenir au sein du Comité ? Le document est trop succinct pour permettre de l'affirmer. Le 22 ventôse an II (12 mars 1794), « une députation de la Commission des subsistances » est introduite au Comité et une discussion s'ouvre sur le décret relatif au dessèchement des étangs⁶². Encore une fois, la capacité à produire la loi et à l'interpréter est mise au service de l'action vigoureuse du gouvernement révolutionnaire. Les relations sont directes : il faut aller vite ou fort, sans affaiblir la loi – ce qui nécessite une proximité et une coopération constantes entre le Comité et la Commission. Dans le sens inverse et contrairement à ce que laissent entendre certaines études, le Comité appuie, accompagne et nourrit le travail de redressement de la situation matérielle de la République⁶³. Toutes les lettres et mémoires qui contiennent des informations de nature à améliorer la production agricole ou manufacturière reçues par le Comité sont systématiquement renvoyés à la Commission des subsistances qui a davantage la capacité à les traiter⁶⁴.

- 38 Certes, aucune mesure d'importance n'est alors adoptée concernant le domaine vétérinaire ou le relèvement des espèces ou races françaises. La nouveauté, la vitesse et la puissance incarnées par le Comité de salut public et par la Commission des subsistances jettent une lumière sans doute trompeuse sur l'activité du Comité⁶⁵. Il ne faut pourtant pas en conclure à son atonie. Celui-ci se consacre à un travail qui s'inscrit en complément de celui des deux instances citées plus avant : à la Commission ou au Comité de salut public, incombent les questions pressantes et urgentes des réquisitions, des approvisionnements et des subsistances dans le cadre législatif ; au Comité élargi, un travail d'ensemble, plus en retrait des tourments nourriciers et dramatiques, qui n'est pas seulement fait de mots et de grandes proclamations mais qui vise à ressaisir la dimension fondatrice de l'agriculture. Ainsi, l'hiver et le printemps 1794 sont le moment de l'élaboration d'une activité d'expertise qui doit concerner l'agriculture dans son ensemble⁶⁶.

Gouverner le nombre et la vitalité : la mise en place d'un dispositif associant le Comité et la Commission d'Agriculture et des Arts

- 39 Sous la Convention, trois Comités en charge de l'agriculture se succèdent. La genèse du dernier d'entre eux, « le Comité d'Agriculture et des Arts », créé le 7 fructidor an II (24 août 1794), doit être analysée pour apprécier l'étendue de la transformation qui s'opère dans le système de gouvernement mais aussi dans la pensée de la science de l'animal vivant, et ce, dans le cadre de l'édification d'une nouvelle économie politique.
- 40 Le premier temps correspond à la création, le 12 germinal an II, de la Commission d'agriculture et des arts, une des douze commissions exécutives destinées à remplacer le Conseil exécutif provisoire et les ministères⁶⁷. Elle s'accompagne aussi de la suppression de ce véritable « ministère » qu'était devenue la Commission des

subsistances et des approvisionnements. Son ressort se trouve alors scindé entre quatre Commissions : de l'agriculture et des arts ; du commerce et des approvisionnements ; des travaux publics ; des transports, postes et messageries. À la Commission d'agriculture, des arts et manufactures est dévolue la production : elle est spécifiquement chargée de « tout ce qui concerne l'économie rurale, les dessèchements et défrichements, l'éducation des animaux domestiques, les écoles vétérinaires, les arts mécaniques, les usines, les filatures et tout ce qui tient à l'industrie manufacturière » (art. 7)⁶⁸. À la Commission du commerce et des approvisionnements revient la mise en circulation efficace et juste des produits de l'agriculture et des arts.

- 41 Chacune de ces douze commissions est subordonnée au Comité de salut public auquel elles doivent rendre compte, afin de permettre une efficacité plus grande de la loi et de l'administration : « Chacune des Commissions remettra, jour par jour, au Comité de salut public [...] l'état de situation de son département, [...] la dénonciation des abus et difficultés d'exécution [...], ses vues sur les réformes, les perfectionnements et la célérité des mesures d'ordre public » (art. 17-18). La Commission nouvelle « récupère » deux des membres de l'ancienne Commission des subsistances et, surtout, une partie des attributions et du budget qui en relevaient depuis brumaire an II.
- 42 Ce passage de la Commission des subsistances à la Commission d'agriculture et des arts est relativement rapide. Dès le 2 floréal an II (21 avril 1794), la Commission tient, à une heure avancée, sa première séance dans un local provisoire qui n'a été déterminé que la veille mais qui présente l'avantage d'être situé près de la Commission du commerce. Les aspects d'organisation matérielle ne doivent jamais être sous-estimés. La coprésence et la proximité sont une nécessité pour faciliter la rapidité des échanges, mais aussi la redéfinition des attributions respectives. Sans surprise, la première des séances est consacrée à l'organisation et au fonctionnement de cette nouvelle Commission exécutive⁶⁹. C'est Brunet, un « ancien » de la Commission des subsistances, qui, fort de son expérience, est à la manœuvre. Les premiers membres sont accueillis et se voient confier des tâches bien précises : Gilbert, Vilmorin et Dubois liés à la division agricole de l'ancienne Commission, et Laugier, Costas et Molard liés pour leur part à la division des Arts et Manufactures, sont chargés de présenter pour chacune de ces parties un plan d'organisation. Leur synthèse doit ainsi permettre de constituer « un tableau général » de tous les objets des travaux et un « plan d'organisation » qui seront transmis au Comité de salut public.
- 43 Ce travail d'organisation est en effet strictement encadré par le Comité de salut public. Dès le 3 floréal an II (22 avril 1794), un arrêté ajuste les principes devant présider aux détails d'administration. On demande sans délai un tableau complet des divisions et objets et un mémoire explicitant la méthode de travail en cours dans les bureaux. Le but est double : délimiter le champ d'action de chaque commission pour éviter les doublons et assurer aussi « l'économie du temps et des moyens et surtout la rapidité d'exécution de toutes les opérations administratives⁷⁰ ».
- 44 Cet appel à la célérité de l'action administrative et politique est appliqué à la lettre par les membres de la Commission d'agriculture et des arts. Les trois séances du 12 au 14 floréal (1^{er} au 3 mai 1794) y sont consacrées. Elles aboutissent au rapport adopté et expédié au Comité de salut public⁷¹. Une fois achevé ce plan d'ensemble, les commissaires continuent d'étoffer leur structure, tant sur les plans humains que matériels. On nomme un sous-chef au bureau du secrétariat, un garçon de bureau pour retirer de la poste les lettres et paquets, etc. On a aussi recours à un architecte, « pour

faire inspecter et diriger l'établissement des bureaux de la commission⁷² ». Il faut se souvenir que la Commission des subsistances et des approvisionnements avait opéré une centralisation qui n'était pas simplement réduite à la centralité de la loi et de son exécution : elle consistait aussi à rassembler des données et des archives dans quelques bureaux. La séance du 15 floréal (4 mai) est ainsi consacrée aux moyens d'obtenir promptement le local nécessaire et « à l'examen et à la séparation des différentes affaires qui étaient de l'attribution de la Commission d'Agriculture et des Arts dans les bureaux de celle du Commerce⁷³ ». Il fallait encore liquider la succession de la Commission des subsistances.

- 45 La nouvelle sédimentation des pouvoirs de vouloir et d'agir continue de se dessiner. Ses membres examinent les divers rapports ou instructions qui leur sont soumis ou dont ils se saisissent. Ce travail se poursuit avec vigueur, plusieurs fois par semaine, sous la houlette du Comité de salut public. Les rapports avec le « Comité d'Agriculture, Commerce, Ponts et Chaussées, Navigation intérieure réunis » existent mais ne sont pas directs. Ce fait ne signifie pas la marginalisation accentuée et encore moins définitive de ce comité. Il dispose encore d'une marge de manœuvre qu'il n'hésite pas à signifier aux diverses instances avec lesquelles il collabore. On le constate dès le 2 floréal an II (21 avril 1794), date à laquelle le Comité de salut public reçoit la pétition d'une commune afin d'obtenir une avance remboursable en cinq ans de 6 000 livres à des fins de dessèchement de marais. Le Comité de salut public s'adresse alors au Comité d'agriculture qui se prononce en faveur de l'obtention de cette avance à une condition : que le Comité de salut public charge la toute nouvelle Commission d'agriculture et des arts d'une expertise afin d'assurer que cette avance ne soit pas inutile à l'agriculture du fait de l'inexpérience des administrateurs de la commune⁷⁴. Vue du Comité d'agriculture, la Commission est renvoyée à un statut d'expertise et d'administration technique. Le Comité dispose de surcroît d'un autre avantage appréciable en ces temps de transformation accélérée : la continuité. Depuis 1789, il a accumulé une documentation dont a parfois besoin la Commission⁷⁵ et il se présente de plus en plus, en outre, comme l'organe de pensée d'un véritable pacte républicain, avant même thermidor.
- 46 Le moment de l'installation de la nouvelle commission en avril-mai 1794 correspond en effet à l'élaboration d'un vaste programme de travail en matière agricole. Durant quatre séances consécutives (du 5 floréal an II au 8 floréal an II), il s'assemble de manière extraordinaire pour discuter du grand rapport d'Eschassériaux sur l'amélioration de l'agriculture. Il en conclut à son adoption « en entier pour être présenté à la Convention⁷⁶ ». Dès le 17 floréal (6 mai 1794), il s'attelle à la lecture et à l'examen d'un nouveau rapport du même Eschassériaux, encore une fois consacré à l'amélioration de l'agriculture et, désormais aussi, aux dessèchements⁷⁷. L'examen de ces « grands rapports » n'est pas anodin : il inscrit le travail d'expertise du comité dans une dynamique beaucoup plus politique, qui consiste alors autant à « ranimer le commerce » qu'à « encourager les cultivateurs » sous la tutelle exclusive du gouvernement révolutionnaire. Au début de germinal, le Comité de salut public supprime ainsi les commissaires aux accaparements, qu'Albert Mathiez présentait comme une « armée révolutionnaire que les hébertistes avaient fait instituer pour faire exécuter les réquisitions de grains en faveur de la capitale⁷⁸ ». Ces rapports participent ainsi d'une véritable feuille de route visant à stimuler la production et dynamiser le commerce, sans oublier le court terme et la nécessité d'en finir avec les pénuries.

- 47 Pour pouvoir bâtir cette République agricole et commerciale, le gouvernement révolutionnaire s'emploie à construire un espace intellectuel et politique propre à rassembler tous ceux qui proposent une économie productive, agricole, commerçante et vertueuse⁷⁹. C'est toute l'économie rurale, appelée de ses vœux par l'abbé Grégoire en 1793, qui est désormais soutenue par un véritable dispositif technique et administratif avec un contenu programmatique et technique : perfectionner (l'agriculture) au lieu d'étendre (les surfaces cultivées), régénérer (les animaux) au lieu de consommer⁸⁰. Des conventionnels prennent alors la plume ou la parole pour nourrir, par conviction ou par opportunisme, les imaginaires politiques et les projets régénérateurs (Eschassériaux, Coupé ou Boucher Saint-Sauveur). De même, s'expriment des membres savants de la Commission d'agriculture et des arts qui, pour la plupart, militent depuis plusieurs années en faveur de ces « lumières agricoles ». Une jonction s'opère alors entre la volonté politique et savante en faveur de cette politique agricole inédite que la réorganisation thermidorienne vient, dans une certaine mesure, conforter, en permettant une articulation plus étroite entre le Comité d'agriculture et des arts et la commission du même nom.

Le gouvernement de la politique de l'animal utile, du gouvernement révolutionnaire à la Convention thermidorienne

- 48 À partir de l'an II, l'économie rurale est sortie des cercles de pensée agronomiques : elle ne s'incarne plus seulement dans la force de persuasion d'un groupe plus ou moins influent de savants et de techniciens. Elle est devenue une politique savante et technicienne, au cœur de la construction d'un nouvel édifice républicain. Elle révèle ainsi la volonté de mettre en place un véritable « gouvernement » du vivant. En pratique, elle se traduit par une mutation de la pratique institutionnelle, autour des trois pôles que sont le Comité de salut public, le Comité d'agriculture et des arts de la Convention nationale et de la Commission d'agriculture et des arts.
- 49 Le 7 fructidor an II (24 août 1794), la Convention décrète une réorganisation des comités. Il y en a désormais 16, parmi lesquels un Comité d'agriculture et des arts de 16 membres et un Comité de commerce et des approvisionnements de 12 membres. La dénomination comme la définition de ces nouveaux comités épousent encore de près celles des commissions créées en germinal. En revanche, la liaison de subordination entre les commissions et le Comité de salut public est rompue au profit d'une liaison plus étroite avec les comités qui partagent les attributions de chacune des commissions exécutives. Les articles 27 et 28 du décret du 7 fructidor disposent que, désormais, « les commissions exécutives rendront compte aux Comités et leur donneront tous les renseignements relatifs aux objets qu'ils surveillent » tandis que les comités se voient dotés d'une autorité immédiate sur les corps administratifs ou judiciaires de leur ressort pour l'exécution immédiate de leurs arrêtés⁸¹.
- 50 Le 18 fructidor (4 septembre 1794), les membres de la Commission sont invités à se présenter devant le Comité d'agriculture et des arts où ils sont interrogés sur leur organisation et leur mode de travail. On leur demande de rendre par écrit un rapport détaillé de leur organisation. Le 21 fructidor (7 septembre 1794), « la Commission d'agriculture et des arts fait le rapport de son organisation telle qu'elle existait lors de

ses relations avec le Comité de salut public », en même temps qu'elle rend compte de son activité. Au cours de la même séance, le Comité arrête une nouvelle organisation en trois sections : la première, pour le genre végétal (composée des députés Isoré, Boucher Saint-Sauveur, Millard, Boudin) ; la seconde, pour le genre animal (Venard, Couturier, Chamborre, Lefiot) et la dernière, pour les arts (Raffron, Goujon, Roux et Roberjot)⁸². Par cette nouvelle division, le Comité rompt avec sa pratique ancienne d'une division en rapport avec l'ordre des travaux⁸³. Surtout, il y a une mise en cohérence des bureaux du Comité avec ceux de la Commission qui permet d'atteindre une unité d'organisation achevée – qui est d'ailleurs accrue par l'obligation, pour la Commission, de soumettre des rapports réguliers au Comité afin de parachever la coproduction entre le législateur et les instances chargées de l'exécution. Le remplacement du commissaire Brunet (démissionnaire pour raison de santé) par le chimiste Berthollet en septembre 1794 illustre ainsi les liaisons de subordination qui existent désormais entre la Convention nationale, le Comité et la Commission d'agriculture et des arts⁸⁴.

- 51 La (re)création du Comité d'agriculture et des arts se double d'un autre aspect moins souvent souligné. Ce Comité manifeste la volonté d'inscrire le savoir agronomique dans les grandes masses de l'économie politique. C'est en effet le moment où la multiplication et la diffusion des grands rapports promouvant l'économie rurale au sein du Comité d'agriculture s'accompagne désormais de projets de décret. Très souvent, ces textes font une place à la multiplication des animaux domestiques et, par-là, à la science de leur conservation et de leur perfectionnement. Jamais le politique n'a autant œuvré au développement de la production des animaux domestiques, accentuant une dynamique déjà perceptible depuis le printemps 1794. Jamais non plus ce même discours n'eût autant de force. L'économie rurale devient alors le support d'une pensée républicaine du patriotisme et de la régénération. Les proclamations de la *Feuille du cultivateur* et les nombreux articles dans la *Décade philosophique* se font l'écho de ce changement à la fois idéologique et institutionnel qui donne désormais la part belle aux savants de l'économie rurale⁸⁵.
- 52 La Commission d'agriculture et des arts, en partie peuplée de ces savants persuadés de l'intérêt de la science de l'animal vivant, peut ainsi défendre ou promouvoir ce domaine de savoir auprès de certains conventionnels ou publicistes désormais convaincus de l'importance de l'économie rurale et du champ agronomique dans la définition des contours d'un républicanisme nouveau. La porosité est d'autant plus grande que les registres de la perfectibilité, de la raison, des mœurs ou de régénération sont communs aux deux groupes et peuvent s'appliquer aussi bien, mais sans identité de nature, à la société des hommes ou à celle des animaux⁸⁶.
- 53 Cette mutation de la pratique institutionnelle qui associe la commission aux comités implique la création d'outils et de pratiques de dialogue, de circulation ou de confrontation. Chacune des trois instances, Commission ou Comités, a produit ou recueilli sa propre documentation mais elle a surtout établi les instruments d'un travail collaboratif qui facilite aujourd'hui le travail de l'historien. Ce sont en effet ces instruments spécifiques qui permettent de dégager une cohérence dans ce qui constitue l'économie rurale de la République. Ce travail de cohérence, c'est d'abord celui de la Commission d'agriculture et des arts. Il se mesure à l'aune de plusieurs indices matériels.
- 54 En premier lieu, le registre d'enregistrement des lois se présente sous la forme de 48 pages en tableau comportant la date des décrets, des références permettant de

retrouver les textes (« feuilleton n° », « page »...), le tout accompagné d'un titre et, surtout, d'une courte analyse ou résumé du décret⁸⁷.

- 55 Il y a ensuite le registre que la Commission d'agriculture et des arts tient des arrêtés qui lui sont adressés par le Comité de salut public. Il s'agit en l'occurrence d'un registre de 184 pages qui sert à l'inscription et à l'analyse des arrêtés manuscrits adressés officiellement à la Commission d'agriculture et des arts, entre mai 1794 et fin septembre 1795⁸⁸. Chaque arrêté est numéroté, daté et résumé. L'ensemble est aussi soigné que le permettent la rapidité des travaux et la masse des tâches à accomplir.
- 56 S'y ajoute le registre des circulaires de la Commission d'agriculture et des arts. Numérotée et datée, chaque circulaire adressée à une administration accompagne, sous une forme résumée, un arrêté du Comité du salut public ou du Comité d'agriculture et des arts. Le registre porte une autre dimension, politique celle-ci : la Commission fait davantage qu'envoyer un arrêté. Elle assortit très souvent cette communication officielle d'un avis, d'un commentaire ou d'une manière d'interprétation ou d'injonction exprimant sa satisfaction ou ses inquiétudes⁸⁹.
- 57 Le dernier document de travail consiste en un important registre pour servir à l'enregistrement des arrêtés du Comité d'agriculture et des arts. Les 206 articles rassemblent soit *in extenso*, soit en résumé les nombreux arrêtés allant de septembre 1794 à octobre 1795 qui sont du ressort de la Commission d'agriculture et des arts.
- 58 Tous ces registres constituent de véritables instruments de travail, aussi utiles à l'application des lois que pour donner corps à une véritable politique de l'animal utile. En attestent aussi les deux comptes des opérations de la Commission d'agriculture et des arts, depuis le 1^{er} jusqu'au 30 floréal an II : l'un pour la division animale, l'autre pour la division végétale. Plus qu'un simple compte rendu, les savants de la Commission y développent longuement un véritable programme d'actions articulant l'existant avec ce qui a été semé et ce qui doit être encore réalisé ou amorcé⁹⁰.
- 59 Il faut noter, à la suite de l'archiviste Philippe du Verdier, que ces documents de travail ont été intégrés sans véritable inventaire dans la sous-série F/10 – ce qui rend leur consultation un peu ardue et leur cohérence interne difficile à saisir⁹¹. Il est en effet difficile de démêler ce qui a été produit par le Comité d'agriculture et des arts de ce qui l'a été par la Commission du même nom. Cette indistinction n'est pas sans signification : cette masse documentaire constitue un matériau relevant d'une véritable administration de l'agriculture, qui excède les frontières entre législatif et exécutif. Les documents de travail établis par la Commission d'agriculture et des arts sont considérés, au même titre que les procès-verbaux des Comités d'agriculture de la période 1787-1789, comme les socles de cette administration de l'agriculture⁹².
- 60 Cette configuration archivistique témoigne de la cohérence du dispositif mis en place entre l'an II et l'an III. Si elle a pu parfois être ignorée des historiens, elle n'a en revanche pas échappé à l'acteur politique qui, à l'instar de Joseph Eschasseriaux dès l'an II, soulignait que le « Comité ne vient point enseigner les secrets que l'expérience a déjà révélés à l'agriculture, il laisse à l'industrie le soin d'ajouter de nouvelles découvertes à celles qui sont déjà faites ; mais il envisage l'agriculture comme législateur⁹³ ». Selon lui, le législateur se doit de produire une loi « régénératrice et d'ensemble » qui serait enfin à même de sortir les campagnes de leur inertie⁹⁴. Faut-il interpréter cette profession de foi comme un retour à une option « libérale », en rupture définitive avec le caractère radicalement inédit des mesures de l'automne 1793 prolongées au début de l'an II ? Ce serait oublier l'existence d'une Commission

d'agriculture et des arts de plus en plus active et d'un Comité de salut public qui, après thermidor, demeure malgré tout une force d'impulsion. En 1794-1795, il s'agit de réinvestir les instruments politiques et de les mettre au service de la définition d'une nouvelle politique qui tienne compte tout à la fois de la fin des mesures d'exception dictées par la guerre en matière économique, de la recherche de nouvelles assises sociales mais aussi des besoins persistants en matière de subsistances. La collaboration pérenne entre le Comité d'agriculture et des arts, le Comité de salut public et la Commission d'agriculture et des arts constitue ainsi une des formes d'une centralité d'action qui devient gouvernementale. Cela doit se faire sans l'affirmation ou les apparences d'une hypercentralisation désormais vouée aux gémonies d'une tyrannie potentielle ou avérée⁹⁵. Il faut proposer à une population « encore sous le choc de l'épreuve de l'an II, de réutiliser le pouvoir exécutif qu'ils ont hérité du gouvernement révolutionnaire mais pour le détourner de sa fonction première d'imposer le dirigisme économique et de construire une machine de guerre républicaine⁹⁶ ». La période thermidorienne se traduit ainsi par le passage d'un mode de gestion de la pénurie par la contrainte et le dirigisme à un mode de création de la croissance par le recours à la raison et au savoir.

- 61 Que le Comité d'agriculture n'envisage l'agriculture que du point de vue d'un législateur surplombant ne signifie pas que la République se limite désormais au seul encadrement législatif. Le Comité de salut public et la Commission d'agriculture et des arts, sous le contrôle et l'impulsion du Comité du même nom, complètent un dispositif républicain qui propose une approche autrement plus complexe qu'une simple et stricte séparation entre législatif et exécutif.
- 62 Au Comité d'agriculture et des arts reviennent, d'abord, les nombreux discours et rapports qui visent à encadrer autant qu'à proclamer le nouvel ordre politique que l'on veut mettre en place en matière agricole. Ces discours ou rapports sont publiés intégralement ou par extraits dans la presse agronomique, en particulier dans *La Feuille du Cultivateur* et dans le *Journal d'agriculture et d'économie rurale* de Borrelly. Ces proclamations ne sont qu'un aspect du volontarisme manifesté par le comité de la Convention. Le registre de ses arrêtés collectés par la Commission permet d'apprécier l'action concrète de ces conventionnels. On y découvre le caractère très spécifique de son action qui peut aller jusqu'à ne traiter que du cas d'un seul cheval. Mais il y a aussi une cohérence très significative qui se dégage du registre des arrêtés du Comité d'agriculture et des arts de septembre 1794 à septembre 1795. On peut ainsi relever 73 arrêtés qui ont à voir avec les animaux domestiques. Quelques grands sujets s'y dégagent : la question des domaines hérités de l'Ancien Régime, les extractions d'animaux et les conquêtes agricoles des armées, le cheval (reproduction, amélioration, réquisitions), l'amélioration et l'utilisation des espèces bovines, les délits ruraux et les divagations d'animaux, l'amélioration des bêtes à laine. Derrière des problèmes qui nécessitent une réponse prompte, se manifeste une pensée en action quant aux moyens de diffuser le progrès dans les campagnes. Cela révèle les rôles que jouent respectivement : la République qui importe les animaux, les rassemble, les soigne ; la communauté rurale qui doit accueillir, nourrir, protéger et accepter les troupeaux ; et, enfin, les particuliers qu'il faut soutenir par des instructions, des animaux, des encouragements ou des fonds.
- 63 Le Comité de salut public n'est pas étranger à ce que nous considérons comme une « politique de l'animal utile ». Il lui faut d'abord mobiliser des ressources et, au-delà,

rendre la croissance possible par la diffusion du savoir disponible via des brochures ou des instructions. L'action participe de l'invention d'une politique par l'impulsion et la supervision. Il existe ainsi, dès l'hiver 1794, une volonté de construire les conditions d'une croissance agricole fondée sur une mobilisation savante autre que les simples cours « révolutionnaires » ou les expédients ordinaires et extraordinaires. L'action et l'influence du Comité de salut public dans la formation de l'économie rurale se mesurent à l'aune du registre que la Commission d'agriculture et des arts tient des arrêtés du Comité de salut public qui lui sont adressés. Parmi les 27 articles qui nous intéressent, cinq domaines se détachent. Les premiers sont communs avec le comité de la Convention. Il y a d'abord les chevaux : sans surprise, c'est 50% de l'ensemble, portant essentiellement sur les réquisitions et leurs conséquences. On trouve ensuite la mise à disposition d'animaux domestiques : il peut s'agir du produit des extractions dont il faut réparer les injustices, des animaux des dépôts de la République qu'il faut faire circuler, etc. Le Comité se préoccupe aussi des projets d'amélioration autour des bêtes à laine, ainsi que des questions agraires liées aux animaux. Le cinquième domaine est davantage spécifique : il s'agit de la lutte contre les épizooties⁹⁷. Si la nécessité d'augmenter durablement la production agricole se lit dans ces registres, il y a surtout une forme d'injonction aux praticiens réunis dans la Commission d'agriculture et des arts à fournir les moyens d'une reprise durable du progrès agricole ou, à tout le moins, à mettre en œuvre tout ce que les savants proposent, au sein de la Commission ou au-delà.

- 64 La Commission d'agriculture et des arts est l'institution qui formule le plus clairement l'affirmation d'une véritable politique de l'animal utile. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à une adresse publiée dans *La Feuille du cultivateur* en prairial an II (juin 1794). Les lecteurs y découvrent que la multiplication des bestiaux n'est rien moins qu'un acte patriotique. « C'est sur les campagnes, c'est sur leurs utiles et laborieux habitants qu'ont été versés les premiers bienfaits de la Révolution [...] que manque-t-il donc pour y assurer, pour y perpétuer le bonheur ? des bestiaux, rien que des bestiaux ; leur multiplication sera désormais regardée comme un acte signalé de patriotisme⁹⁸ ». Ce texte se pose en opposition explicite aux réquisitions qui avaient nui à la multiplication des animaux.
- 65 Le registre des circulaires de la Commission d'agriculture, tout comme le compte des opérations de la division animale de cette même Commission précédemment cité, permettent également d'appréhender l'étendue de cette politique de l'animal domestique. Celle-ci passe par la mobilisation des savoirs, nécessite une intervention de l'État et implique une réflexion sur les interactions entre les organes de la République et les particuliers. Le compte des opérations n'est pas seulement « rétrospectif » : il doit surtout démontrer la capacité de la technique et de la science à proposer des répertoires d'action réaliste en s'emparant des quelques leviers d'action dont la République dispose. Cinq grands chapitres structurent le compte des opérations : la situation de la République en animaux de toute espèce ; les montes et haras ; les bêtes à laine et à cornes ; les évacuations ; les écoles vétérinaires. Une autre structuration de cette action se lit entre les lignes, à l'aune de quelques verbes d'action récurrents qui forment autant d'injonctions à l'appui de cette politique volontariste : conserver, multiplier, améliorer, épurer, drainer, disperser...
- 66 Mais la Commission est aussi et avant tout un organe d'exécution, qui s'adresse directement aux administrations pour rendre applicables les décisions prises par le

Comité de salut Public ou la Convention à partir de ses circulaires. Or, à partir de la fin de l'été 1794, la Commission ne se borne plus à relayer ces lois et arrêtés : elle endosse pleinement sa fonction « réglementaire » d'interprétation de ces décisions⁹⁹. En cela, il faut donc repenser la relation entre l'élaboration de la loi et son exécution en considérant cette Commission comme un rouage intervenant à différents moments du processus. Ses agents ont en effet des convictions à faire valoir : l'économie rurale n'est qu'une proposition et, pour certains, elle n'est tout au plus qu'un discours mobilisateur sans autre intérêt que de soigner les désillusions politiques¹⁰⁰. Il leur faut convaincre la représentation nationale de la nécessité de conserver les troupeaux ou les domaines et, surtout, de les investir. Dans cette perspective, François-Hilaire Gilbert est certainement le plus actif, puisqu'il cherche à mobiliser ses réseaux personnels, politiques ou éditoriaux au-delà du milieu savant et vétérinaire afin que rien ne soit « bradé ».

67 La Commission agit donc aussi comme une institution qui œuvre, non pas seulement ou d'abord en aval, mais aussi en amont du travail législatif. Deux exemples le prouvent. Le premier concerne la proposition d'une réorganisation de la production de chevaux en France. Au moment de son installation, le cheval n'est pas spécifié comme un secteur qui relève exclusivement de la Commission – le Comité de salut public, le Comité d'agriculture et celui de la guerre se chargeant aussi de la question des réquisitions et des reproducteurs. Seulement la Commission cherche à aller plus loin que ce que ces comités proposent ou organisent. Elle veut s'imposer comme une force de transformation du cheval et de son élevage. Pour ce faire, les commissaires interprètent dans le sens le plus extensif la définition de leurs attributions, en proposant un « plan provisoire de régénération des haras et le projet d'une monte générale pour toute la République¹⁰¹ ». Ce plan vise à rompre avec le cheval aristocratique ou militaire pour replacer cet animal parmi les bêtes rurales, dans une perspective plus large de progrès agricole. Alors que la Commission ne formule que « des idées provisoires » qui sont d'abord transmises au Comité de salut public puis au Comité d'agriculture et des arts, elle travaille toutefois parallèlement à un projet encore plus ambitieux : « La commission n'en dressera pas moins son plan de haras définitif, elle jettera d'abord les yeux sur les races nationales, elle examinera ce que peut produire leur mélange, elle proposera les moyens de les rendre plus utile à la république, mais ce travail n'est pas le fruit d'un moment¹⁰² ». À cette fin, la Commission demande au Comité de lui communiquer tous les matériaux, dont il dispose (plans, projets, mémoires) et dont la dispersion reflète les conflits dont la gestion de ce domaine fut l'objet. Si aucun texte n'est finalement voté sur la multiplication et l'amélioration des chevaux, c'est parce que la complexité du sujet n'est pas réductible à une seule approche.

68 Le second exemple concerne le domaine vétérinaire. La Commission travaille à un meilleur fonctionnement des établissements de Lyon et d'Alfort. Elle sollicite notamment les administrations en leur rappelant les lois et les circulaires qui leur prescrivent de faire tous les efforts possibles pour multiplier les envois de jeunes gens dans ces deux écoles vétérinaires. Il s'agit en cela autant de parvenir à prévenir et traiter les épizooties que de se donner les moyens de répondre au décret du 14 septembre 1794 qui appelle tous ses membres et ses comités à présenter leurs vues sur les moyens de vivifier l'agriculture, l'industrie, les arts, les sciences et le commerce¹⁰³. Parmi ces moyens, les écoles vétérinaires devaient permettre de favoriser le développement de l'élevage et de la science des animaux utiles. Pour la réorganisation

des écoles vétérinaires, quatre grands rapports sont présentés : trois le sont par des conventionnels (Ludot, Himbert, Vitet) tandis que le quatrième est exposé, au nom de la Commission d'agriculture et des arts, par François-Hilaire Gilbert et Jean-Baptiste Huzard, tous deux vétérinaires et anciens élèves d'Alfort :

Le but de la commission est de répandre partout dans les campagnes l'art utile de traiter les bestiaux par des méthodes simples et à la portée de tous, aussi éloignées de l'appareil scientifique que de la routine aveugle et meurtrière. Elle prépare en conséquence un plan définitif d'écoles vétérinaires, elle cherche pour cela à s'entourer de toutes les lumières possibles. Elle a demandé au Comité d'agriculture les différents plans et mémoires présentés sur ces sujets, elle a de même demandé et obtenu du comité de salut public la mise à disposition de tous les manuscrits nationaux ou étrangers sur le même sujet¹⁰⁴.

- 69 Ce rapport de la Commission est certainement le plus ambitieux, le plus riche et le plus conforme à l'ambition politique de promotion de l'économie rurale. C'est lui qui inspire le décret qui fonde, le 29 germinal an III (18 avril 1795), ces établissements à la dénomination si chargée des attentes du moment « thermidorien » : les écoles d'économie rurale vétérinaire¹⁰⁵.

Conclusion

- 70 En 1987, Vida Azimi avait souligné le nombre conséquent de scissions et de fusions affectant les Comités d'agriculture « au gré des nécessités du moment ». Pour l'historienne, ces reconfigurations institutionnelles « dénotent aussi la difficulté de circonscrire les contours de cette matière touffue qu'est l'agriculture¹⁰⁶ ». Perçu par le prisme de la politique de l'animal domestique, il semble que ce soit moins les contours de l'agriculture que ses ressorts administratifs qui posent problème. Le Comité d'agriculture n'est pas la représentation nationale agricole ou le gouvernement agricole de la France en Révolution. Il y a en permanence d'autres « pôles » ou institutions complémentaires ou concurrentes. Ce qu'il faut comprendre, c'est la nécessité, une fois un programme établi, de trouver le moyen de faire marcher au mieux l'action administrative et l'action législative, le pouvoir savant et l'agir politique. Le fait de charger ou non les domaines ruraux et les établissements vétérinaires d'un projet savant ou technique emboîté dans une approche plus large en rend compte. À ce titre, l'évolution des Comités d'agriculture successifs et de leur action dans le champ de la politique de l'animal utile témoigne de l'entrée en République, depuis le peu d'intensité des premières assemblées jusqu'à la frénésie de la séquence 1794-1795. Dans ce dernier moment, sur fond de guerre et de pénuries, il faut tout à la fois construire un ordre nouveau en rupture avec les arriérations féodales, corriger les expériences économiques et culturelles de la période dite de la Terreur, et diffuser les « lumières agronomiques » pour faire advenir la prospérité et la stabilité proclamées. Le passage par l'animal est porteur de sens. Il s'agit ainsi de passer d'un mode de gestion de la pénurie fondée sur la nécessité de discipliner les hommes et les choses à la volonté de gouverner le nombre et la vitalité par des voies nouvelles, enracinées dans la perfectibilité et la régénération, appliquées à l'homme comme à l'animal. Comité et Commission d'agriculture et des arts expriment alors une volonté non seulement de prendre acte de l'évolution des cadres agraires, de modifier les pratiques agricoles mais encore de transformer profondément les mentalités paysannes. Les interventions, multiples, dans et hors de la Commission, de savants, tels que François-Hilaire Gilbert

et Jean-Baptiste Dubois, témoignent de ce déplacement de la pensée des moyens de transformer les campagnes¹⁰⁷. Tout cela s'inscrit, au niveau institutionnel, dans le passage de pratiques politiques « révolutionnaires » à des pratiques « républicaines » et constitutionnelles qui conservent des premières le souci de l'efficacité et de la promptitude. Elles demeurent *mutatis mutandis* la base de l'organisation des services de l'agriculture au sein du ministère de l'Intérieur, sous le Directoire et jusqu'aux réorganisations qui accompagnent le coup de force de Brumaire qui ébranlent puis transforment l'édifice théorique et institutionnel¹⁰⁸.

NOTES

1. Même s'il convient de faire la part de la rhétorique, la littérature agronomique continue longtemps de pointer la difficulté à faire ruisseler le progrès agronomique. Geneviève GAVIGNAUD-FONTAINE, *La révolution rurale dans la France contemporaine XVIII^e – XX^e siècle*. Paris, l'Harmattan, 1996, p. 66-67.
2. James LIVESEY, *Making democracy in the French Revolution*, Harvard, Harvard University Press, 2001 ; Pierre SERNA, *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1840)*, Paris, Fayard, 2017. En particulier la troisième partie « l'invention de la médecine vétérinaire républicaine » p. 157-216.
3. Octave FESTY, *Les animaux ruraux en l'an III. : Dossier de l'enquête de la commission d'agriculture et des arts*. t. 1, Paris, Paul Hartmann, 1961.
4. Daniel ROCHE, « Les chevaux de la République : l'enquête de l'an III », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55-4, 2008/4, p. 82-121.
5. Boris CATTAN, *Les chevaux sous la Convention nationale. Urgence des besoins civils et militaires et mise en place d'une politique de l'élevage du cheval dans la France républicaine en l'an II et l'an III*, Mémoire de Master II, sous la direction de Pierre Serna, Université Paris I-Panthéon- Sorbonne, 2015.
6. Laurent BRASSART « L'introduction des buffles napolitains en France (1797-1815) : "un opéra-buffle" ? », dans Pierre-Marie DELPU, Igor MOULLIER, Mélanie TRAVERSIER (dir.), *Le royaume de Naples à l'heure française. Revisiter l'histoire du decennio francese (1806-1815)*, Lille, Presses du Septentrion, 2018, p. 223-235.
7. Malik MELLAH, « Portrait du berger en figure républicaine ou comment faire entrer l'animal domestique en Révolution », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 374, 2013, p. 85-110.
8. Jean-Jacques GUIFFREY, « Les comités des assemblées révolutionnaires 1789-1795. Le comité de l'agriculture et du commerce », *Revue Historique*, t. 1, fasc. 2, 1876, p. 438-483 ; *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la législative et de la Convention* publiés et annotés par Fernand GERBAUX et Charles SCHMIDT, Paris, Imprimerie Nationale, 1906-1910, 4 vol. [désormais PVCAC].
9. Malik MELLAH, *L'École d'économie rurale vétérinaire d'Alfort (1766-1813). Une histoire politique et républicaine avec l'animal domestique*, Thèse de doctorat soutenu à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne le 20 janvier 2018.
10. Les professeurs ou leurs opposants étaient plus habitués à interpeller les « ministères » ou les « bureaux » autour du Contrôle général ou de l'Intendant des finances.

11. Nous pouvons renvoyer aux très riches introductions des quatre volumes des PVCAC. Sur l'histoire et l'activité de ces comités, outre l'article de Jean-Jacques GUIFFREY précédemment cité, voir Vida AZIMI, « Un instrument de politique agricole. Les Comités d'agriculture des assemblées révolutionnaires », *La Révolution française et le monde rural*, Paris, Éditions du CTHS, 1989, p. 483-493.
12. On dispose d'un Plan des travaux du comité d'agriculture et de commerce présenté à l'Assemblée nationale, publié le 8 mai 1790 sous le titre *Plan des travaux du comité d'agriculture et de commerce*, à Paris, de l'Imprimerie nationale, 1790.
13. PVCAC, t. 1, p.116.
14. AN, F/17/1310, « Nouveau plan de constitution pour la médecine en France » manuscrit présenté au Comité de Constitution par la Société Royale de Médecine.
15. Claude-Anthelme COSTAZ, *Essai sur l'administration de l'agriculture, du commerce, des manufactures et des subsistances suivies de l'historique des moyens qui ont amené le grand essor pris par les Arts depuis 1793 jusqu'en 1815*, Paris, de l'imprimerie et dans la librairie de Madame Huzard, mars 1818.
16. Louis PASSY, *Histoire de la société nationale d'agriculture de France*, Paris, Typographie Philippe Renouard, 1912, p. 320-321.
17. *Ibid.*, p. 339-342.
18. *Ibid.*
19. PVCAC, t. 1, p. X.
20. *Vues sur le Jardin royal des Plantes et le Cabinet d'histoire naturelle*, Paris, chez Baudouin, 1789.
21. *Journal des États généraux*, Paris, Devaux et Gattey, 1790, t. 14, p. 465.
22. AN, F/17/1310, « Nouveau plan de constitution pour la médecine en France », s. d.
23. *Observations sommaires présentées à l'Assemblée nationale sur l'École vétérinaire d'Alfort*, Paris, de l'imprimerie de P. Fr. Didot le jeune, 1790.
24. André J. BOURDE, *Agronomie et agronomes en France au XVIII^e siècle*, Paris, SEVPEN, 1967 ; Georges WEULERSSE, *La physiocratie à l'aube de la Révolution, 1781-1792*, Paris, éditions de l'EHESS, 1985.
25. Ronald HUBSCHER, *Les maîtres des bêtes. Les vétérinaires dans la société française (XVIII^e – XX^e siècle)*, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 45-46.
26. M. MAUGUIN, *Études historiques sur l'administration de l'agriculture en France*, Paris, Société centrale d'agriculture de France, Imprimerie et librairie de Mme Vve Bouchard-Huzard, 1876, t. 1, p. 453.
27. PVCAC, t. 1, p. XIII.
28. Pour ne citer que lui, Broussonet fut l'assistant de Daubenton à Alfort dans une chaire d'économie rurale entre 1783 et 1787.
29. Louis PASSY, *op. cit.*, p. 405.
30. A. C. THIBAudeau, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, Paris, Baudoin frères libraires, 1824, t. 1, p. 70.
31. PVCAC, t. 2, p. 473 et 482.
32. PVCAC, t. 2, p. 497.
33. PVCAC, t. 2, p. 575.
34. *Rapport et projet de décret, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, par l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département, présentés à la séance du 13 du premier mois de l'an deuxième de la République française, au nom des comités d'aliénation et d'instruction publique, par le citoyen Grégoire, imprimés par ordre de la Convention*, Paris, de l'Imprimerie nationale, s. d.
35. *Rapport et projet de décret, sur le dernier degré d'instruction par G. Bouquier, présenté au nom du comité d'instruction publique le 24 germinal an II*, Paris, imprimé par ordre de la Convention nationale, s. d.

36. *Ibid.*, p. 3. On voit ici la richesse des liaisons entre l'agronomie et le travail des naturalistes autour de la Ménagerie du Jardin des Plantes devenant Muséum d'histoire naturelle. Voir Pierre SERNA, *Comme des bêtes...*, *op. cit.*, p. 79-147.
37. Jean-Luc CHAPPEY, *Des naturalistes en Révolution : les procès-verbaux de la Société d'histoire naturelle de Paris (1790-1798)*, Paris, CTHS, 2009.
38. *Compte rendu à la Convention nationale par Jean-Marie Roland, ministre de l'Intérieur de toutes les parties de son département, de ses vues d'amélioration et de prospérité publique le 6 janvier de l'an deuxième de la République française, imprimé par ordre de la Convention*, Paris, Imprimerie nationale exécutive du Louvre, 1793.
39. Malik MELLAH, « Nourrir et diffuser les Lumières agronomiques. Jean-Baptiste Dubois et la Feuille du Cultivateur », *Revue Histoire et Société Rurales*, à paraître en 2020 ; Octave FESTY, « L'agriculture pendant la Révolution française : les Journaux d'agriculture et le progrès agricole (1789- an VIII), *Revue d'histoire économique et sociales*, vol. 28, n°2, 1950, p. 148-168.
40. Steven L. KAPLAN, *Raisonnement sur les blés. Essais sur les Lumières économiques*, Paris, Fayard, 2017.
41. PVCAC, t. 3, p. 1-5.
42. Dominique MARGAIRAZ et Philippe MINARD, « Marché des subsistances et économie morale : ce que 'taxer' veut dire », *Annales historiques de la Révolution française*, n°352, 2008, p. 53-99.
43. *Nouveaux développemens sur l'amélioration de l'Agriculture, par l'établissement de Maisons d'économie rurale présentés par le citoyen Grégoire à la séance du 16 brumaire an II*, Paris, Imprimerie nationale, an II.
44. Octave FESTY, « L'agriculture pendant la Révolution française : les Journaux d'agriculture et le progrès agricole (1789- an VIII), *Revue d'histoire économique et sociales*, vol. 28, n°2, 1950, p. 148-168.
45. Jean-Jacques GUIFFREY, art. cité, p. 451.
46. « Administration », dans *La Décade philosophique, littéraire et politique, par une société de républicains*, t. 1, Paris, au bureau de la Décade, an II, p. 90-95.
47. *Ibid.*, p. 90.
48. Pierre CARON (éd.), *La commission des subsistances de l'an II, procès-verbaux et actes*, Paris, Librairie Ernest Leroux, 1925.
49. La description que Leroy donne de cette menace est édifiante : « La famine arriva. Les ouvriers qui m'étoient nécessaires à l'intérieur consumoient par jour chacun plus de trois livres de bon pain, quand à Paris on n'en avoit pas régulièrement deux onces de mauvais. J'ai vu dans cette ville, lorsque la nécessité m'y appelloit, j'ai vu de mes yeux des femmes, avec un enfant presque expirant sur le sein, disputer aux hommes le sang qui couloit des boucheries ». Voir Alphonse LEROY, *De la nutrition et de son influence sur la forme et la fécondité des animaux sauvages et domestiques*, Paris, chez Mme Veuve Richard, an XI-1802 [2^{nde} édition], p. 502.
50. Robert PALMER, *Le gouvernement de la Terreur. L'année du Comité de Salut Public*. Paris, Armand Colin, 1989, p. 221.
51. Pierre CARON (éd.), *La commission des subsistances de l'an II, op.cit.* ; Albert MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris, Armand Colin, 1927 [Réédition : Paris, Payot, 1973].
52. Henri SÉE, « Pierre Caron – la Commission des subsistances de l'An II, procès-verbaux et actes », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1925, t. 37, n°3-4, p. 441-442.
53. « Administration », *La Décade philosophique, op. cit.*, p. 90-95.
54. L'ensemble des évolutions est présenté dans l'introduction de Pierre CARON (éd.), *La commission des subsistances de l'an II, op. cit.*
55. *Ibid.*, p. XX.
56. On trouve d'intéressants « résumés du travail de la Commission » dans les suppléments de fin de volume de *La Commission des subsistances de l'an II, op. cit.*
57. Malik MELLAH, « Réparer les fléaux de la nature et les crimes de la politique », dans Jérôme LAMY, Romain ROY (dir.), *Pour une anthropologie historique de la nature*, Rennes, PUR, 2019, p. 211-224

58. *La commission des subsistances de l'an II*, op. cit., p. XXI.
59. Albert MATHIEZ, *La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris, Payot, 1927, p. 418.
60. PVCAC, t. 3, p. 199-200.
61. PVCAC, t. 3, p. 194.
62. PVCAC, t. 3, p. 205.
63. Catherine KAWA, *Le fonctionnement d'une administration en l'an II : la Commission des subsistances*, mémoire de maîtrise sous la direction de Michel Vovelle, Paris-I, juin 1984.
64. PVCAC, t. 3, 144^e séance du 7 pluviôse an II (26 janvier 1794), p. 188 ; 150^e séance du 22 pluviôse an II (10 février 1794), p. 194 ; 159^e séance du 8 ventôse an II (26 février 1794), p. 201.
65. Catherine KAWA, *Le fonctionnement d'une administration*, op. cit.
66. Voir par exemple PVCAC, t. 3, 58^e séance du 7 ventôse an II (25 février 1794), p. 200.
67. Décret relatif à la suppression et au remplacement du Conseil exécutif provisoire, séance du 12 germinal an II (1^{er} avril 1794) dans RACSP, t. 12., p. 326-329.
68. Article 7 du décret du 12 germinal an II sur la suppression et le remplacement du Conseil exécutif provisoire.
69. Un personnel administratif est ainsi immédiatement recruté : un chef du secrétariat, un chef du bureau d'agriculture, un commis chargé du registre des délibérations et un garçon de bureau. Voir Philippe DU VERDIER, « Les procès-verbaux des séances de la Commission d'agriculture et des arts (an II-an III) » *Bulletin d'histoire économique et sociale de la Révolution française*, Paris, Bibliothèque nationale, 1972, p. 11-20.
70. RACSP, t. 12, arrêté du 3 floréal an II (22 avril 1794) p. 754-755.
71. Philippe DU VERDIER, « Les procès-verbaux... », art. cité.
72. *Ibid.*, 3^e séance du 7 floréal an II (26 avril 1794).
73. *Ibid.*, 8^e séance du 15 floréal an II (4 mai 1794).
74. PVCAC, t. 3, p. 221 : 180^e séance du 2 floréal an II (21 avril 1794).
75. Un exemple parmi d'autres : la Commission d'agriculture et des arts réclame ainsi le 8 thermidor an II (26 juillet 1794) la copie de l'ouvrage du citoyen Lemarrans, ouvrage qui serait le produit de huit années de recherches. Voir PVCAC, t. 3, p. 253.
76. PVCAC, t. 3, p. 223.
77. PVCAC, t. 3, p. 225.
78. Albert MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, op. cit., t. 2, p.199
79. On trouve une idée de cet espace savant dans la liste des seize auteurs rassemblés pour l'*Annuaire du Cultivateur* créé par le décret du 30 pluviôse an II : Cels, Vilmorin, Thouin, Parmentier, Dubois, Desfontaines, Lamark, Préaudaux, Lefebvre, Boutier, Chabert, Flandrin, Gilbert, Daubenton, Richard et Molard. *Annuaire du Cultivateur, pour la troisième année de la République, présenté le 30 pluviôse de l'an IIe à la Convention nationale qui en a décrété l'impression et l'envoi, pour servir aux Écoles de la République*, par Gilbert Romme, représentant du Peuple, à Paris, de l'imprimerie et au Bureau de la Feuille du Cultivateur, an III.
80. James LIVESEY, « Agrarian Ideology and Commercial Republicanism in the French Revolution », *Past & Present*, n°157, 1997, p. 94-121.
81. RACSP, vol. 16, p. 310-314 : Décret relatif au Comité de salut public et aux autres comités de la convention, 7 fructidor an II (24 août 1794),.
82. PVCAC, t. 3, p. 270.
83. Le 15 octobre 1792, il avait été adopté une division en cinq objets : partie agricole, minéralogie, vétérinaire, hydraulique, législation.
84. Entre les trois noms proposés, le Comité de salut public opte en faveur du savant à la surface institutionnelle la plus affirmée, sans être pour autant trop attaché à l'ancienne Commission des subsistances.

85. Sous les intitulés « économie rurale et politique » ou « économie rurale ». Joanna KITCHIN, *Un journal philosophique : La Décade : 1794 - 1807*, Paris, Lettres modernes, 1965, p.145-146.
86. Jean-Luc CHAPPEY, *Sauvagerie et civilisation. Une histoire politique de Victor de l'Aveyron*, Paris, Fayard, 2016 ; id., « Révolution, régénération, civilisation : enjeux culturels des dynamiques politiques », *Pour quoi faire la Révolution*, Marseille, Agone, 2012, p. 115-148 ; Malik MELLAH et Pierre SERNA, « Réinventer l'harmonie politique de tous les êtres vivants : un projet révolutionnaire et zootechnique (1792-1820), *Revue historique*, 19, n°54/ 1, 2017, p. 31-46.
87. AN, F/10/2 : Commission d'agriculture et des arts. Enregistrement des lois. An II- an IV.
88. AN, F/10/3 : Commission d'agriculture et des arts. Enregistrement des arrêtés. An II- an IV. Registre contenant 184 pages servant à l'inscription et à l'analyse des arrêtés manuscrits du comité de salut public adressé officiellement à la commission d'agriculture et des arts.
89. AN, F/10/4 : Circulaires de la commission d'agriculture et des arts. Extraits des registres du Comité de salut public de la Convention nationale imprimés par la commission.
90. AN, F/10/212/A « Commission d'agriculture et des arts. Compte des opérations de la Commission. Division animale, depuis le 1^{er} floral et compris le 30 vendémiaire ».
91. Philippe DU VERDIER, art. cité, p. 13.
92. Les procès-verbaux du comité institué par Vergennes puis les documents de travail de la Commission d'agriculture et des arts rassemblent en effet les neuf premières cotes de la sous-série F/10.
93. Joseph ESCHASSERIAUX *Des moyens d'améliorer notre agriculture. Rapport au nom du comité d'agriculture*, Paris, Imprimerie nationale, s. d. [an II] 48 p.
94. *Journal d'agriculture et d'économie rurale par Borrelly*, Paris, de l'imprimerie du journal d'Agriculture, an III, p. 346.
95. Pour le comprendre, il faut lire les accusations d'ignorance, de despotisme et de corruption que *L'Ami des citoyens* de Tallien multiplie à l'encontre des agents de la commission en l'an III. Voir notamment sa « Dénonciation contre les abus qui se commettent dans la commission d'agriculture et des arts » dans les numéros 30 à 32 du 30 brumaire an III (20 novembre 1794) au 2 frimaire an III (22 novembre 1794).
96. Pierre SERNA, *L'extrême centre ou le poison français. 1789-2019*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2019, p. 94.
97. La circulation des animaux pour la guerre a multiplié les circulations de maladies, les besoins croissants ont accru la nécessité de conserver les troupeaux en bon état.
98. « La Commission d'agriculture et des arts, aux habitants des campagnes », *Feuille du cultivateur*, t. IV, n°33, 17 prairial an II (5 juin 1794), p. 196.
99. AN, F/10/4, n°26 : Circulaire aux administrations de district, 16 fructidor an II (2 septembre 1794).
100. James LIVESEY, « Agrarian Ideology and Commercial Republicanism in the French Revolution », art. cité, p. 107-110.
101. AN, F/10/207 : Rapport de la Commission d'agriculture au Comité de salut public sur les haras, 28 prairial an II (16 juin 1794).
102. AN, F/10/ 212/A : « Commission d'agriculture et des arts. Compte des opérations de la Commission. Division animale », 2 brumaire an III (23 octobre 1794).
103. Elle travaille notamment en collaboration avec la Commission des transports lorsqu'il s'agit d'imprimer et de distribuer des instructions pour combattre la morve.
104. AN, F/10/ 212/A : « Commission d'agriculture et des arts. Compte des opérations de la Commission. Division animale », 2 brumaire an III (23 octobre 1794)
105. Malik MELLAH, *L'École d'économie rurale vétérinaire d'Alfort (1766-1813)*, op. cit..
106. Vida AZIMI, « Un instrument de politique agricole... », art. cité, p. 484.

107. Malik MELLAH, « Nourrir et diffuser les Lumières agronomiques. », art. cité ; Pierre SERNA, *Comme des bêtes*, op. cit., p. 157-216.

108. Dans une lettre adressée à Gilbert alors en Espagne, l'abbé Tessier décrit explicitement ces « réorganisations » de l'été 1800 comme une « guerre ouverte » avec le Ministre de l'Intérieur. Voir Archives Départementales du Val-de-Marne, 1/ETP/2210, Lettre de Tessier à Gilbert 21 messidor an VIII (13 juillet 1800).

RÉSUMÉS

En s'attachant davantage à une action dans un domaine, celui de l'élevage et de la médecine vétérinaire, qu'à des aspects proprement institutionnels, cette étude des Comités d'agriculture successifs des assemblées révolutionnaires révèle des transformations importantes dans les rapports entre législatif et exécutif. Les entrées en République, à partir de 1792, s'accompagnent en effet d'approches nouvelles de l'action dans le domaine de l'agriculture puis du gouvernement du nombre et de la vitalité. À partir de l'an II, se met en place un dispositif inédit qui associe les savants et les techniciens réunis au sein de la Commission d'agriculture et des arts, aux députés du Comité d'agriculture.

By focusing more on action in one field, that of livestock and veterinary medicine, than on strictly institutional aspects, this study of successive Agricultural Committees of the revolutionary assemblies reveals important transformations in the relationship between the legislative and executive branches. The entry into the Republic, from 1792 onwards, was accompanied by a new approach to action in the field of agriculture and then to government in terms of numbers and vitality. From Year II onwards, a new system is being put in place that brings together the scientists and technicians gathered in the Committee on Agriculture and the Arts and the Convention members of the Committee on Agriculture.

INDEX

Mots-clés : Agriculture, Économie rurale, Comité, Commission exécutive, Vétérinaire

Keywords : Agriculture, Rural economy, Committee, Executive Commission, Veterinarian